L'insécurisation générale militarisée dans le monde globalisé du néolibéralisme

jeudi 10 août 2017, par DREANO Bernard (Date de rédaction antérieure : 30 mars 2017).

Sommaire

- La convergence catastrophique
- Les guerres de dislocations
- Une nouvelle course aux (...)
- Le complexe militaro-sécuritai
- Insécurisation

Nous vivons dans le monde globalisé du néolibéralisme, dominé par l'oligarchie financière, sans modèle alternatif quelque part sur la planète. Ce qui ne signifie pas un monde unifié. Cette emprise globale ne signifie pas l'empire global, dominé par une puissance principale, n'ayant à faire face qu'à des contradictions secondaires et quelques résistances périphériques, la pax americana dont rêvaient les néoconservateurs américains au début des années 1990.

S'il n'existe qu'une seule hyperpuissance (financière, économique, militaire), les États-Unis, c'est un monde partiellement (et de plus en plus) multipolaire, où les « grandes puissances » étatiques n'ont pas disparu, leurs rivalités non plus, mais où l'hypothèse d'affrontements frontaux entre puissances ou alliances, comme au XIXe et au XXe siècle, n'est pas, pour le moment, à l'ordre du jour.

« Même sans guerres interétatiques traditionnelles, grandes ou petites, peu d'observateurs réalistes pensent que notre siècle puisse nous apporter un monde sans la présence constante des armes et de la violence. »
Eric Hobsbawn [1]

« On passe d'un monde où le risque de guerre mondiale dérivait en conflits régionaux à un monde où les conflits régionaux risquent de dériver en guerre mondiale non programmée. »
Xavier Raufer [2]

La conflictualité qui se développe n'est plus celle de la période précédente. Le monde de la deuxième partie du XXe siècle (1945-1989) était en fait tripolaire : à la rivalité globale et pour l'essentiel froide des deux blocs antagonistes « Est-Ouest » s'ajoutait la tension « Sud-Nord » de la décolonisation avec nombre de conflits plus ou moins chauds, eux-mêmes, surtout les plus chauds, polarisés par l'affrontement Est-Ouest. On avait au Nord une « guerre imaginaire » doublée d'une incroyable course aux armements bien réelle [3], et au Sud des guerres réelles plus ou moins asymétriques [4].

La convergence catastrophique

La « convergence catastrophique du néolibéralisme, du militarisme et du changement climatique » est la situation qui se développe sous nos yeux quand les catastrophes provoquées par le changement climatique se croisent avec les crises de pauvreté et d'inégalité produite par trente ans

de néolibéralisme, la « collision des désastres politiques, économiques et environnementaux » [5].

Les crises environnementales, conséquences de décennies de productivisme, ont déjà des effets ravageurs, mais elles vont s'amplifier, en particulier avec les effets du changement climatique, la raréfaction de ressources vitales, les pollutions massives, le dramatique recul de la biodiversité, la course aux matières premières, Ces déséquilibres menacent le vivre ensemble et la cohésion des sociétés déjà ébranlées par la gestion financière du monde. Ce qui signifie la multiplication conflits identitaires ou ethno-confessionnels dégénérant parfois en guerres.

Les guerres de dislocations

Tensions et conflits entraînent des crises des États, des dislocations des sociétés, dégénérant en affrontements armés et en véritables guerres : les « nouvelles guerres de dislocation » [6]. Pour des raisons historiques et géopolitiques, qui ne seront pas développées dans les limites de ce texte, une partie du monde est plus affectée que d'autres : une vaste zone de l'Atlantique à l'Asie du Sud, ce que les stratèges américains appellent MENA (Middle East and North Africa). Et l'Afrique sahélienne et centrale, mais qui touche aussi l'Asie du Sud, l'Europe du Sud-Est et les périphéries de l'ancien empire soviétique. Des métastases de cette conflictualité apparaissent dans d'autres sociétés (en Europe occidentale, en Asie du Sud-Est, etc.).

Ces guerres se développent d'abord à l'intérieur des États ou de régions, et non entre États. Au sein même des sociétés, de manière durable et plus ou moins continue. Elles entraînent l'effondrement des États et non, comme celles que nous avions connues depuis trois siècles, le renforcement des États (du moins des États vainqueurs). Les belligérants ne sont d'ailleurs pas seulement des États, mais aussi des acteurs non-étatiques ou post-étatiques (des milices hors des armées, des armées éclatées en milices). Ces guerres commencent progressivement, et ne s'achèvent pas par un quelconque traité. Au mieux, par un processus de paix aux limites inconnues. Dans toutes ces guerres de dislocation, la configuration des affrontements épouse des fractures historiques, identitaires et sociales préexistantes, mais ces fractures sont aussi largement amplifiées dans et par les guerres elles-mêmes (par exemple l'antagonisme Chiites/Sunnites, Croates/Serbes/Musulmans). Avec généralement des dimensions de « purification ethnique », voire de génocide. Les guerres peuvent commencer par des luttes entre porteurs de projets politiques et sociaux antagoniques et deviennent ensuite des affrontements ethno-confessionnels.

Les processus de dislocation ont des causes internes historiques et politiques et des causes générales exogènes. La principale cause générale n'est pas la « mauvaise gouvernance », le « défaut de développement économique » que dénoncent les experts de la Banque mondiale [7] pour expliquer l'irruption de conflits ethniques et communautaires, mais précisément la gouvernance despotique et le mal développement imposé, quand « l'économie de marché » est celle de la corruption et de l'accaparement sous couvert de privatisations, au profit de kleptocraties, du démantèlement des services publics, de la hausse des inégalités, de la dette paralysant la puissance publique et du pillage par les multinationales.

En dehors des affrontements directs des grandes puissances les unes contre les autres, les « anciennes » guerres locales avaient pour but la conquête ou le contrôle de territoires, et de leurs ressources, la sécurisation de voies de communication, ou à l'inverse la résistance à l'invasion, la volonté de libération nationale et de création d'États indépendants. Évidemment, tout cela n'a pas disparu, et, bien entendu, les puissances extérieures peuvent intervenir, dans les « nouvelles » guerres de dislocation. Les deux formes de guerres peuvent d'ailleurs se mêler : l'invasion de l'Afghanistan en 2001 et de l'Irak en 2003 par les Américains et leurs alliés sont des guerres

classiques (avec leurs dimensions impérialistes évidentes), mais quand le président Bush Junior annonce que la guerre (contre Saddam Hussein) est gagnée [8], une autre guerre, de dislocation, a commencé, une guerre multiforme, avec sur le terrain des alliances incertaines et mouvantes [9], et qui semble sans fin. Le bulgare Ivan Krastev notait que la guerre dans l'est de l'Ukraine était « un exemple de collision du passé et du présent, le fait qu'une grande puissance mette la main sur des territoires d'un pays voisin est une scène classique du passé… en même temps la guerre qui y fait rage appartient déjà au futur » [10].

Les combats ne sont généralement pas initiés, ou initialement encouragés, par les puissances extérieures, ni dans celles de l'éclatement de la Yougoslavie, ni dans le cas des guerres en cours au Sahel. Prenons l'exemple de trois guerres internes qui se sont développées en Syrie, en Libye et au Yémen après les soulèvements du « printemps arabe » de 2011. Dans ces trois pays comme dans d'autres, une partie de la population s'est dressée contre les régimes, c'est-à-dire contre des familles régnantes et des clans « possédant » l'État (Assad-Makhlouf en Syrie, Kadhafi en Libye, et dans une moindre mesure Saleh au Yémen) et plus généralement contre des élites au pouvoir, par ailleurs largement intégrées dans le système monde (et à ses banques), quels que soient les affichages anti-impérialistes et patriotiques de certains [11]. Le contrôle absolu du pouvoir étant à leurs yeux la condition absolue du maintien de leurs privilèges et de leurs profits, ces dirigeants ont, tout de suite ou très vite, tenté d'écraser militairement la contestation, ce qui a débouché, sur des guerres civiles de dislocation. Bien sûr, l'ingérence de forces étrangères a plus ou moins pesé ensuite sur l'évolution de la conflictualité. Intervention aérienne occidentale immédiate en Libye, très rapide et d'abord iranienne puis russe en Syrie (avant même que les autres puissances globales et locales n'interviennent), plus progressive dans le jeu des alliances yéménites.

Le processus de désintégration du social et du politique, dégénérant en guerre civile, ou comme le dit Nicolas Dot-Pouillard [12], les États-nations en crise prêtent leurs noms : « Dans les années 1990, c'était la libanisation de la Yougoslavie. Puis, il y a eu la balkanisation du Moyen-Orient, ensuite l'irakisation du Proche-Orient. Bientôt, la syrianisation viendra dans le grand bal des concepts macabres remplacer les termes précédents ».

Remarquons au passage que, pendant ce temps-là, les idéologies salafistes et wahhabites se développent dans le monde musulman. Cependant, constatons aussi que les mouvements radicaux et armés (djihadistes) ne peuvent prospérer de manière significative que dans des guerres de dislocation préalablement existantes (sans que les djihadistes n'en soient jamais les déclencheurs initiaux) comme hier en Afghanistan et plus récemment au Nord-Nigéria, au Nord-Mali, en Libye, en Irak, en Syrie, au Yémen, en Somalie, etc. Et même à petite échelle, dans les franges déjà disloquées de nos sociétés pacifiques…

Une nouvelle course aux armements

Il y a, localement, des guerres en cours, qui, loin de s'éteindre, semble s'étendre. Et une course aux armements qui semble reprendre globalement.

Les dépenses militaires à l'échelle mondiale, après un certain tassement en 1990-2010 lié à la fin de la guerre froide, sont reparties à la hausse, du moins dans certains pays. Le volume global des dépenses militaires était évalué pour la seule année 2015 à 1 700 milliards de dollars [13]. Les quinze premiers pays concentraient plus de 80 % du total mondial des dépenses en 2015 ; les quatre premiers 58 %, États-Unis : 596 milliards, Chine : 215 milliards, Arabie saoudite : 87,2 milliards, Russie : 66,4milliards ; on trouvait ensuite le Royaume-Uni, l'Inde et la France. Si l'on rapporte ces chiffres au produit intérieur brut des pays (PIB), la dépense équivalait, à 4,7 % pour les États-Unis,

4,3 % pour la Russie, 2,2 % pour la Chine, 6,4 % pour Israël, 13,7 % pour l'Arabie saoudite (à comparer aux 2,3 % pour l'Iran). Soit une moyenne de dépense par habitant, de 2 778 $ en Arabie saoudite, 1 923 $ en Israël, 1 854 $ aux États-Unis… et 156 $ en Chine. Les dépenses de la plupart des pays européens demeurent à des niveaux plus modestes, généralement très en dessous des 2 % du PIB demandés par l'OTAN (et exigés par Donald Trump). Les principaux exportateurs d'armes sont les États-Unis, la Russie, la Chine, suivis de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni ; les principaux importateurs sont l'Inde, l'Arabie saoudite, la Chine, les Émirats arabes unis, le Pakistan [14].

Ces dépenses servent à financer des systèmes d'armements plus ou moins massifs et sophistiqués, en principe pour sécuriser le territoire national, garantir les intérêts vitaux, affirmer une politique de puissance globale ou régionale par rapport à des rivaux, faire face à des menaces supposées.

Pendant la période 1945-1989 ces politiques de défenses étaient légitimées par deux types d'arguments : faire face à une nouvelle guerre mondiale et faire face aux « subversions » (supposées plus ou moins fomentées par « l'autre côté »). La première justifiait l'hyper-course aux armements, la seconde les stratégies anti-insurrectionnelles. Les instruments pour des guerres plus ou moins globales était prévus pour affronter des forces disposant du même type d'instruments, dont les armes nucléaires et les missiles intercontinentaux, mais aussi les aviations et marines « lourdes ». Des moyens finalement inutilisables (nucléaire) ou peu efficaces pour les guerres « anti-insurrectionnelles », (les meurtriers bombardements américains du Viêt-Nam n'ont pas empêché la défaite). Au-delà de « l'équilibre de la terreur » [15] entre Est et Ouest, l'hyper-course aux armements a été conçue du côté américain, et dès l'origine et plus encore à l'époque de Ronald Reagan, moins pour faire éventuellement la guerre, que comme moyen de mettre à genoux économiquement l'URSS, qui s'épuisait à tenter de suivre.

Nous vivons avec le double héritage de cette période : l'hyper-course et la logique de la guerre contre-insurrectionnelle. S'y ajoute, à la fin du XXe siècle, la RMA « révolution des affaires militaires » [16] stratégique et technologique.

L'hyper-course d'aujourd'hui est justifiée comme hier par l'existence réelle ou potentielle d'autres puissances hyper-armées : pour les États-Unis, la Chine et la Russie ; pour la Russie, l'avancée de l'OTAN en Europe centrale, mais aussi pour des acteurs mineurs surarmés, par exemple pour les pétromonarchies arabes et Israël, la supposée menace iranienne. Les États-Unis de Bush-junior avaient inventé le concept d'États voyous (rogue states) pour justifier la poursuite de leurs efforts. Toutefois, la rivalité en termes d'hyper-course n'est pas actuellement, comparable à ce qu'elle était du temps le plus chaud de la guerre froide, entre deux puissances globales, et rivales sur tous les terrains du monde [17]. La « nouvelle guerre froide » dont on parle à Washington et Moscou est d'abord affaire de légitimation des programmes américains ou russes. Et quand Donald Trump annonce relancer l'hyper-course, les Chinois ont déjà fait savoir qu'ils n'avaient pas l'intention de surenchérir, mais de poursuivre « raisonnablement » leurs programmes militaires.

L'hyper-course est aussi (peut-être même avant tout) justifiée par une logique industrielle et financière : les programmes d'hyper-armements se construisent sur 30 ou 40 ans et constituent des rentes considérables, et accessoirement leur financement génère de gigantesques systèmes de corruption et de blanchiment.

La « contre-insurrection », inspirée de l'expérience des Français en Algérie, revendiquée comme telle par les Américains en Afghanistan ou en Irak [18], ou les Turcs au Kurdistan, n'a pas fait preuve de son efficacité, même avec les moyens de la RMA (drones, satellites, munitions de précision, forces spéciales suréquipées, etc.). Et malgré leur débauche de matériels et de troupes, la coalition dirigée par les États-Unis met des années pour réduire les 40 000 combattants de Daech.

Le colonel français Michel Goya souligne ainsi que si les troupes françaises ont mis hors d'état de nuire environ 900 combattants djihadistes en Syrie-Irak et au Sahel, « cette guerre où "tout est fait" pour détruire l'ennemi », coûte « un million d'euros par combattant ennemi éliminé » [19], et l'armée française est beaucoup plus économe que son homologue américaine !

Le complexe militaro-sécuritaire

Le complexe militaro-industriel que le président Eisenhower identifiait dès 1961 [20] était l'alliance du haut état-major, des industriels de l'armement, mais aussi des hydrocarbures, et de certains financiers. Il s'est considérablement renforcé aujourd'hui, et influence la recherche et développement, les projets industriels, les planifications de défense et de sécurité, aux États-Unis et dans d'autres pays, dont bien sûr la France.

Nick Buxton et Ben Hayes [21] parlent aujourd'hui de complexe militaro-sécuritaire pour décrire une réalité qui dépasse le militaire proprement dit, et planifie l'avenir pour faire face aux menaces réelles et supposées, contrôler territoires et populations, et pas seulement s'armer pour un futur affrontement global. On y retrouve les géants de l'hyper-armement et les start-up de la sécurité. Ils sont bien représentés aux postes clés de l'administration Trump.

Le département de la défense américain n'est pas climato-sceptique, il travaille depuis des années sur les effets et les conséquences du changement climatique. La menace climatique, gigantesque et multiforme, est un prétexte pour justifier de nouveaux programmes militaires en matière de capacités de « projection de forces », de nouveaux matériels de sécurisation et de contrôle, et y compris, comme le souhaite Donald Trump, en finançant les projets fous de la géo-ingénierie climatique ! Ce qui ne signifie pas renoncer au développement des lourds programmes du passé, incroyablement énergivores (rappelons que le département de la défense américain est l'entité qui a, de loin, la plus grande empreinte carbone de la planète) [22]. Donald Trump a déjà annoncé des commandes de nouveaux navires et aéronefs, et la modernisation de l'arsenal nucléaire (estimée à 1 000 milliards de dollars sur trente ans).

La notion de sécurité intérieure est utilisée pour développer un État sécuritaire et policier qui génère aussi un essor considérable du secteur économique de services et d'équipements de la sécurité, au point qu'on peut parler d'une course aux armements dans laquelle les armes sont pointées vers l'intérieur. La sécurité aux frontières est invoquée face aux terroristes, mais avant tout face au péril migratoire [23]. Ces « profiteurs de la sécurité aux frontières » qui influencent les politiques, et qui en bénéficient. [24] Car ce sont bien eux qui dominent ce nouveau marché d'équipement sécuritaire, par exemple en Europe Airbus industries, Finmeccanica, Indra, Safran, Thales et dans un moindre mesure British Aerospace (BAE), SAAB, Siemens, Indra, etc. En Amérique du Nord et dans d'autres régions du monde, ce sont les entreprises américaines Lockheed Martin, Boeing, Raytheon, General Dynamics, Northrop Grumman, United Technologies, Textron, Defendec… Les entreprises israéliennes comme Elta et Elbit sont présentes à la fois sur les marchés américains et européens. Comme le souligne Jeff Halper [25], les Israéliens ont développé en Palestine un banc d'essai pour le développement d'armes, de systèmes de sécurité, de modèles de contrôle de population, et vendent technologies et savoir-faire dans le reste du monde…

Insécurisation

Les Américains vont plus montrer leurs muscles (et leurs armes) [26] que du temps d'Obama. Avec plus d'interventionnisme militaire direct ? Pas sûr. Avec plus de dépenses, plus d'investissements

militaro-sécuritaires, certainement. Et plus de discours martiaux et de politique « contre ceux qui nous menacent », c'est en cours…

La sécurisation – il faudrait mieux parler d'insécurisation militarisée – est justifiée par les rivalités potentielles entre puissances, mais plus encore par les menaces globales, immédiates et potentielles, du changement climatique, des migrations, de la raréfaction de ressources, du terrorisme… On parle donc partout de politique de défense et de sécurité. De menace extérieure et intérieure.
« L'irruption du mot « guerre » dans le quotidien sécuritaire intérieur tend à accélérer une mutation vers l'effacement de la ligne de séparation entre tâches policières et tâches militaires, entre paix et guerre » (Alain Joxe).

La France est un acteur important en ce domaine. Pourtant, le débat sur les politiques de défense et de sécurité, intérieure et extérieure, est resté pratiquement absent pendant la séquence électorale de 2017 : personne n'a mis en question la dissuasion nucléaire, personne n'a mis en cause, ou sérieusement discuté, la configuration des systèmes d'armement, des options stratégiques de l'appareil militaro-sécuritaire. Les questions d'alliances, les mécanismes souhaitables de sécurité collective, mondiale, européenne, méditerranéenne… n'ont été évoqués que sous forme de slogans par quelques candidats. Pas plus que les bilans des « opérations extérieures » [27].

Un débat à développer d'urgence.

Bernard Dreano

Petites suggestions biographiques

Sous la direction de Bernard Dreano, (In)sécurités humaines, les luttes pour la paix au XXIe siècle, éditions Non Lieu, Paris, 2015.

Ben Cramer, Guerre et paix… et écologie, Les risques de militarisation durable, éditions Yves Michel, Gap, 2014.

Alain Joxe, Les guerres de l'empire global, Spéculations financières, guerres robotiques, résistance démocratique, La Découverte, Paris, 2012.

Pierre Conesa, La Fabrication de l'ennemi, Robert Laffont, Paris, 2012.

Jacques Fath, Penser l'après - Essai sur la guerre, la sécurité internationale, la puissance et la paix dans le nouvel état du monde, éditions Arcane 17, Paris, 2015.

Bastien Alex, Alain Coldefy et Hervé Kempf, Conséquences du dérèglement climatique pour le ministère de la Défense, Rapport final EPS2013, IRIS, Paris, 2014.

Claude Serfati, Le Militaire, une histoire française, éditions Amsterdam 2017.

Jean-Vincent Holeindre, La ruse et la force, une autre histoire de la stratégie. Perrin 2017.

Notes

[1] Eric Hobsbawm, Globalisation, Democracy and Terrorism, Abacus 2007.

[2] Xavier Raufer, directeur des études au département de recherche sur les menaces criminelles contemporaines à l'Université Paris-II, cité par Alexandre Martin et Loïck Coriou : « Définir un conflit asymétrique ».

[3] Mary Kaldor, The Imaginary War : Understanding the East-West Conflict, Backwell, Cambridge, Massachusetts, 1990.

[4] Le concept de « guerre asymétrique » (la guerre du faible contre le fort avec des moyens et des buts du faible totalement différents de ceux du fort) déjà présent chez le philosophe chinois Sun Tzu dès le Vesiècle av. J.-C., dans son L'Art de la guerre (Flammarion, champs essais 2008), caractérise les luttes armées de libération nationale du XXe siècle. Le terme est régulièrement utilisé un peu n'importe comment pour décrire les conflits armés contemporains.

[5] Christian Parenti, "The catastrophic convergence, militarism, neoliberalism and climate change", un chapitre de l'excellent livre publié par le Transnational Institute : Nick Buxton, Ben Hayes (dir), The Secure and the Disposed, how the Military and Corporations are shaping a Climate-changed world, Pluto Press, Londres, 2015.

[6] Mary Kaldor, New and Old Wars, Organised Violence in Global era, Cambridge Polity Press, 1999, nouvelle édition 2006.

[7] Wold Development Report 2011 : Conflict, Security and Development, The World Bank, Washington, 2011

[8] « La mission est accomplie », discours de G.W. Bush sur le porte-avion Abraham Lincoln le 1er mai 2003.

[9] Ainsi, aujourd'hui, les troupes américaines en Irak et Syrie se trouvent en alliance opérationnelle avec les Kurdes du PKK (par ailleurs considérés comme terroristes), en alliance tactique avec les pasdarans iraniens et les milices chiites en Irak et en esquive avec les mêmes et le Hezbollah en Syrie (par ailleurs considérés comme ennemis stratégiques), en délicatesse avec les forces turques (par ailleurs alliés de l'OTAN), et parfois avec les pétromonarques alliés, en code share avec les Russes pour éviter tout incident aérien.

[10] Ivan Krastev, Kultura (Sofia), propos recueillis par Hristo Boutsev dans Courrier international n°1249 du 9 octobre 2014 : « L'Europe ne sonne plus comme un hymne à la joie »

[11] Gilbert Achcar : Symptômes morbides, la rechute du soulèvement arabe, Sindbad/Actes sud, 2017 ; p 22.

[12] Nicolas Dot-Pouillard : La mosaïque éclatée, une histoire du mouvement national palestinien 1993-2016, Institut d'études palestiniennes/Sindbad, 2016

[13] Selon les données de l'institut suédois SIPRI.

[14] SIPRI Yearbook 2015 – Armaments, Disarmament and International Security, résumé en Français publié par le GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité), Bruxelles, 2015.

[15] On appelait ça MAD : la dissuasion par destruction mutuelle assurée

[16] RMA : Revolution in military affairs, concept américain développé à la fin des années 1990, à la fois stratégique (tenir compte de la situation post-guerre froide), et des nouvelles capacités

technologiques (guerre électronique, à distance, hyper précision des vecteurs, furtivité, etc.)

[17] Ainsi aujourd'hui, les États-Unis ont 700 bases à l'extérieur de leurs frontières, dont une cinquantaine de très importantes, la Russie n'en a qu'en Syrie… Et à Djibouti on retrouve à la fois les Français, les Américains et la seule base officielle extérieure chinoise.

[18] Généraux David Petraeus et James Amos : « Counter-insurgency Field Manual », Décembre 2006.

[19] Cf. le blog du Colonel Goma et notamment : « La bataille de l'explication » lundi 15 mai 2017.

[20] Dans son discours de fin de mandat du 17 janvier 1961, le président américain Dwight D. Eisenhower avait mis en garde son pays contre la montée en puissance d'un complexe militaro-industriel.

[21] Nick Buxton, Ben Hayes (dir), The Secure and the Disposed, how the Military and Corporations are shaping a Climate-changed world, Pluto Press, Londres, 2015.

[22] Cf. à ce sujet les publications Guerres, armées, climat, du Cedetim et de l'Assemblée européenne des Citoyens (AEC), à l'occasion des COP 21 et COP 22 : Les crises climatiques et écologiques, conflits et tensions sociales, Décembre 2015, La réponse militaro-sécuritaire, Janvier 2017.

[23] April Humble : "Climate change, instability and border securisation"

[24] Mark Akkerman : Border Wars, The Arms Dealers Profiting from Europe's Refugee Tragedy, Transnational Institute et Stop Wapenhandel, Amsterdam, 2015.

[25] Jeff Halper : War against the people, Israel, the Palestinians and Global Pacification, Pluto Press, Londres 2015. Voir son article dans ce numéro des Possibles.

[26] Ainsi le geste d'envoyer 59 missiles de croisière - à 800 000 dollars pièce minimum - (une dizaine aurait suffi pour des dégâts finalement limités) sur la base aérienne bachariste de Shayrat. L'utilisation de ma nouvelle « mère des bombes » GBU-43 contre les grottes dans l'est Afghan - qui n'a guère fait plus de victimes qu'un banal baril d'explosif de Bachar à Alep, a été présenté aussi comme un avertissement à… la Corée du Nord… pendant que de manière plus classique des manœuvres aéronavales américano-sud-coréenne se déroulait ostensiblement en mer de Chine.

[27] 111 interventions militaires entre 1991 et 2015.

P.-S.

* Attac. Les Possibles. Numéro 13 - Printemps 2017. Dossier : Militarisation et contrôle social : https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-13-printemps-2017/dossier-militarisation-et-controle-social/article/l-insecurisation-generale-militarisee?pk_campaign=Infolettre-953&pk_kwd=l-insecurisation-generale

* Bernard Dreano est président du Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM). Il est l'auteur de « (In)sécurités humaines : Les luttes pour la paix au XXIe siècle »